



HAL
open science

Des scénarios de futurs possibles pour des systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens

J.F. Bataille, F. Launay, Guilhem Aussibal, Charles-Henri Moulin,
Marie-Odile Nozières-Petit, Jacques Lasseur, Edmond Tchakérian

► To cite this version:

J.F. Bataille, F. Launay, Guilhem Aussibal, Charles-Henri Moulin, Marie-Odile Nozières-Petit, et al..
Des scénarios de futurs possibles pour des systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens. *Innovations
Agronomiques*, 2016, 49, pp.309-325. 10.15454/1.462286181269462E12 . hal-01652906

HAL Id: hal-01652906

<https://hal.science/hal-01652906v1>

Submitted on 30 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Des scénarios de futurs possibles pour des systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens

Bataille J.-F.¹, Launay F.², Aussibal G.³, Moulin C.-H.⁴, Nozieres M.-O.⁵, Lasseur J.⁵, Tchakerian E.²

¹ Institut de l'Élevage, 570 avenue de la Libération, 04100 Manosque, France

² Institut de l'Élevage, 2 place Viala, 34060 Montpellier Cedex 1, France

³ Chambre Régionale d'Agriculture, 2 avenue Denfert, 34700 Lodève, France

⁴ Montpellier SupAgro, UMR SELMET, 2 place Viala, 34060 Montpellier Cedex 1, France

⁵ INRA, UMR SELMET, 2 place Viala, 34060 Montpellier Cedex 1, France

Correspondance : jean-francois.bataille@idele.fr

Résumé

Pour conforter la durabilité des élevages pastoraux méditerranéens plusieurs voies d'avenir sont envisageables, présentant des intérêts différents à l'échelle des exploitations, mais également à l'échelle des territoires dans lesquels elles s'insèrent. Dans le cadre d'un projet associant partenaires de la recherche, du développement agricole et de la gestion des espaces naturels, nous avons construit et évalué des scénarios « prospectifs » pour un échantillon de systèmes d'élevage dans quatre territoires. Après une analyse des contextes « élevage » de ces territoires, des exploitations types ont été retenues et les partenaires du projet et les experts locaux ont élaboré des voies d'évolution possibles de ces exploitations. Pour les ovins viande, nous présentons ici dans le détail un « système-type » des Causses soumis à deux scénarios « contrastés » et les principales conclusions des axes de scénarios « territoire » et « optimisation technico-économique ». Les restitutions dans les différents territoires ont donné lieu à de nombreux débats et à des projets de nouveaux scénarios ou de recherches complémentaires, ou encore à des questions de développement. La démarche globale de ce travail et ses conditions de mise en œuvre sont discutées.

Mots-clés : pastoralisme, systèmes d'élevage, scénarios prospectifs, ovins

Abstract: Scenarios about the futures of pastoral Mediterranean livestock systems

For the sustainability of pastoral Mediterranean livestock systems, various upgrade options are available, with different potential benefits at the farm level, but also in the territories where they are nested. Within a project gathering partners from research, extension and space managers, we elaborated and evaluated scenarios for pastoral farming systems, testing different possible futures. After analyzing the contexts of husbandry farms in four territories, we selected some farm-types. With local experts, we identified possible routes of change, to seize local opportunities or to cope with the threats. An example of specialized sheep farm, typical of the southern Causses, is here submitted on two "opposites" scenarios. Are also presented the conclusions of the general scenarios about "technical and economical optimization" and about "territory". Returns in the four territories led to debates, with emergence of new scenarios and additional research and development issues. The overall approach of this work and its conditions of implementation are discussed.

Keywords: pastoralism, livestock farming systems, prospective scenarios, sheep

Introduction

Compte tenu des spécificités des systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens, des particularités de leur économie, de la diversité des rapports qu'ils entretiennent avec l'espace et les filières, l'éventail des questions concernant leur avenir est large. Questions à la fois pour les exploitations elles-mêmes : quels systèmes techniques? Quels types de produits pour quels circuits? Quels équilibres entre fonction de production et « fonctions territoriales »? Questions pour les organisations économiques, face à certaines orientations actuelles d'exploitations, hors des trajectoires classiques de spécialisation/concentration/agrandissement pour des voies de diversification, de circuits de proximité,..., alors que plusieurs de ces organisations construisent des politiques de différenciation des produits, ce qui suppose que la production suive. Et enfin questions pour les collectivités et les gestionnaires territoriaux qui ont des objectifs de maintien d'un tissu d'activités économiques, rurales voire touristiques et de conservation de milieux naturels, etc.

Le projet Prospem s'est proposé d'engager une réflexion « prospective » sur les scénarios envisageables pour un certain nombre de systèmes types. Avec les partenaires régionaux, quatre territoires différents à dominante pastorale et avec la présence d'acteurs de l'environnement couvrant une diversité de milieux et de systèmes agricoles ont été retenus.

Les objectifs étaient de produire ou de formaliser des connaissances sur les principaux enjeux que rencontrent les systèmes d'élevage et sur les axes de développement possibles, de contribuer à la mise au point d'une batterie de critères et d'indicateurs d'évaluation adaptée aux contextes pastoraux, de participer à des propositions méthodologiques en matière d'élaboration de scénarios et d'approche prospective « multi-acteurs » des systèmes de production à des échelles territoriales, de faire émerger ou confirmer des thématiques de recherche prioritaires ainsi que les outils nécessaires pour favoriser les méthodes d'appui et de conseil.

Piloté par l'Institut de l'Élevage, ce projet a réuni comme partenaires l'OIER SUAMME pour le Languedoc-Roussillon, le Cerpam de PACA, les Chambres d'agriculture des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes, la Maison Régionale de l'Élevage de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), la Ferme expérimentale ovine de Carmejane (Alpes de Haute Provence), le Centre national de la propriété forestière, le Centre régional de la propriété forestière Languedoc-Roussillon, les Parcs naturels régionaux du Queyras et du Verdon, le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement des Causses méridionaux, ainsi que SupAgro Montpellier et l'Inra, dont l'UMR Selmet¹. Ont également contribué au projet les Chambres départementales d'agriculture du Gard et de l'Hérault et le Parc national des Cévennes.

1. La démarche du projet

Une analyse des contextes « élevage pastoral » a été conduite à l'échelle des deux régions et des quatre territoires, d'une part via les recensements agricoles et la bibliographie et d'autre part à partir des données issues des réseaux d'élevage (ovins viande notamment), pour essayer de caractériser la diversité et les particularités des systèmes pastoraux. Enfin au travers d'enquêtes semi-directives individuelles auprès de différents acteurs régionaux et territoriaux (collectivités, gestionnaires d'espaces), des filières et de l'élevage (responsables professionnels, structures du développement et de la R-D, organisations de producteurs, ...). Les informations ont été synthétisées sous forme de grille AFOM : atouts et faiblesses des systèmes en place, opportunités et menaces pour leur devenir. A partir de cette grille et avec les experts concernés, et des travaux réalisés dans les réseaux d'élevage ovins lait et viande, bovins viande et caprins, ont été choisis des systèmes d'élevage « initiaux », si possible

¹ UMR « Systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux »

représentatifs des enjeux régionaux, et définies des voies d'évolution possibles au sein de chaque groupe de travail par territoire.

Pour chaque système initial (cas concret modélisé ou cas-type issu des réseaux), plusieurs orientations ont été scénarisées. La structure et le fonctionnement du système initial ont été modifiés, de façon itérative, à partir de références et de l'expertise locales, en travaillant soit à l'échelle « parcellaire », soit à celle de l'atelier (voir section 3).

En rapport avec les enjeux repérés lors de la phase précédente, ont été définis des indicateurs de structure, de fonctionnement et de résultats susceptibles de rendre compte des évolutions entre état initial et le scénario final. Ces indicateurs vont des dimensions structurelles à l'économie de l'exploitation en passant par les rapports au territoire et à l'espace et les performances zootechniques.

Tableau 1. Exemples de variables et indicateurs utilisés dans les évaluations

Domaine	Intitulé	Définition
Territoire/espace	Pression Pasto	Nombre de journées brebis/ chèvre/UGB réalisées / ha de Surfaces Pastorales Individuelles
Territoire/emploi	UMO / SAU	Nombre d'unités de main-d'œuvre engagées pour 10 ha de SAU
Territoire/environnement	Ha Contrat	Nombre d'ha contractualisés avec une MAET
Territoire/ production	PB /ha	Produit brut hors aides dégagé par ha de SAU (€)
Territoire/capacité de reconquête pastorale	SPI / SAU	Nombre d'ha de Surfaces Pastorales individuelles exploités pour un ha de SAU mobilisé
Filière et produit	% Produits VCC	% Production vendue en circuits courts
Système technique	Auton CC	% Concentrés autoproduits
Système technique	Auton FG	% Fourrages grossiers autoproduits
Système technique	Indicepat	Indice de pâturage (% besoins MS "grossière" couverts par Pâture)
Système technique	Indicepasto	Indice de pastoralisme (% besoin MS couvert par le pât. des parcours)
Technico-économique	EBE /UMO	Excédent Brut d'Exploitation par unité de main d'œuvre familiale (€)
Technico-économique	% AIDES	% Aides dans le Produit brut
Technico-économique	% AIDES 2P	Part des Aides du 2nd pilier dans les aides totales

L'illustration des évolutions entre état initial et scénario est faite sous forme de radar, avec une sélection des indicateurs les plus « concernés ».

Pour les quatre territoires, neuf systèmes initiaux ont été finalement sélectionnés, répartis dans différentes orientations de production: six en ovin viande, un ovin laitier, un bovin viande et un caprin laitier. 37 scénarios ont été construits. Au final, les 23 scénarios les plus « originaux » ont été conservés. Ces scénarios et leurs résultats ont été mis en débat dans chacun des territoires. Dans la suite, sont présentés quelques exemples illustratifs.

2. Les résultats du projet

2.1 PACA et Languedoc-Roussillon, deux régions « atypiques » sur le plan des caractéristiques et des évolutions en matière d'élevage

Le faible poids agricole de l'élevage à l'échelle des deux régions Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur est contrebalancé par son impact dans l'utilisation de l'espace.

Ainsi par exemple en PACA seulement 16% des exploitations « moyennes à grandes » sont d'une OTEX² « élevage herbivore », mais la Surface Fourragère Totale (SFT³) augmentée des espaces pastoraux « collectifs » couvre 65% de la Surface agricole totale, et les surfaces pastorales 81% de cet ensemble « SFT et parcours collectifs » (Huyghe, 2006). Autre élément original : l'environnement y tient une place importante. Ainsi le % de surfaces « Natura 2000 » par rapport à l'ensemble des superficies terrestres se situe autour de 33% pour ces deux régions contre 13% pour la France entière.

Spécificité encore : alors qu'entre 1988 et 2010 le cheptel ovin viande a fortement décliné dans les régions herbagères et mixtes cultures-élevage (-52% en Limousin et Poitou-Charentes par exemple), il a relativement « résisté » dans les régions avec des espaces pastoraux ou de montagne : « seulement » -30% en Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, -17% en Rhône-Alpes et -3% en PACA (Agreste. Recensements Agricoles).

2.2 Des élevages aux structures et performances technico-économiques en rapport avec les conditions de production

En ovin viande, une analyse des données technico-économiques moyennes 2011 sur un échantillon d'exploitations à composante pastorale (plus de 25% de parcours dans la surface fourragère totale et/ou pratique de l'estive) présentes au sein des réseaux d'élevage du Grand Sud et situées dans trois des territoires au sens large de Prospem (Cévennes, Causses et Préalpes pour le Verdon) a permis de comparer structures et performances moyennes de trois types d'élevage travaillés dans le projet (Tchakérian et al., 2014).

Tableau. 2 Structures moyennes des trois types pastoraux. (Source : Réseaux d'élevage ovins viande. 2011. Traitement Idele)

	Type Cévennes	Type Préalpes	Type Causses
Nombre élevages	5	12	11
Unités de Main-d'œuvre (UMO)	1	1,3	2
Ha de SAU	17	43	119
Ha Parcours	261	55	240
% avec estive	4/5	9/12	0
Nombre de brebis	310	440	745
UGB/ ha SFP	4,0	2,2	1,3

L'écart est grand entre le type Cévenol, au caractère pastoral très affirmé et le type Causse, avec certains caractères herbagers (Tableau 2). La faiblesse de la taille de la SFP chez les très pastoraux induit un fort chargement apparent. Les productivités numérique et pondérale moyennes sont tout aussi discriminantes (Tableau 3), conséquences à la fois des types raciaux, des niveaux d'accélération dans la conduite de la reproduction, de la prolificité, de l'âge à la mise en lutte des agnelles, du % d'agneaux vendus lourds et du poids moyen de ces agneaux.

En revanche, le type Cévenol est très économe sur le plan de l'alimentation à la brebis et significativement plus pâturant (indice de pâturage de 73%)⁴. La supériorité de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) par UMO du Causse (Tableau 4) ne se retrouve pas dans le Revenu par UMO

² Ces OTEX (Orientations technico-économiques des exploitations), fondées schématiquement sur la contribution des différentes productions à l'échelle d'une exploitation, permettent de bâtir une typologie européenne commune. (Cf. Agreste-OTEX)

³ La SFT comprend la Surface Fourragère Principale (SFP) de l'exploitation, hors parcours, et les surfaces pastorales individuelles, à l'exception donc des pâturages collectifs.

⁴ L'indice de pâturage informe du % de fourrages grossiers apportés par la pâture par rapport aux besoins théoriques totaux en fourrages grossiers du troupeau sur la campagne. Il est obtenu par différence, une fois connues les consommations de fourrages grossiers distribués.

(autour de 22 000 € pour les trois types) compte tenu du volume de ses amortissements, contrairement au type Cévenol : bâtiments sommaires en raison du temps de pâturage, mécanisation limitée vue la faible SAU... La différence de niveau de production s'illustre dans le % des aides totales dans le Produit Brut : 42% pour le Causse contre 62% pour le Cévenol, avec un 2nd pilier qui en représente 50%.

Les kg de carcasse vendus par UMO témoignent bien des différences de stratégie entre types.

Tableau 3. Résultats moyens de l'atelier ovin viande des trois types pastoraux. (Source : Réseaux d'élevage ovins viande. 2011. Traitement Idele)

Moyenne	Type Cévennes	Type Préalpes	Type Causses
Taux de productivité numérique	79%	87%	150%
Poids carcasse agneaux lourds	16 kg	16,6 kg	17,8 kg
Productivité Pondérale/brebis	9,5 kg	14 kg	25,6 kg
Kg concentrés totaux/brebis	63 kg	92 kg	226 kg
kg fourrages grossiers/ brebis	199 kg	287 kg	292 kg
Indice de pâturage	73%	61%	63%

Tableau 4. Résultats économiques moyens de trois types d'élevages pastoraux. (Source : Réseaux d'élevage ovins viande. 2011. Traitement Idele)

	Type Cévennes	Type Préalpes	Type Causses
EBE/UMO	28 970 €	32 570 €	36 800 €
Aides totales	39 640 €	44 770 €	78 900 €
%Aides/Produit Brut	62%	54%	42%
%2nd Pilier/Aides Totales	50%	37%	32%
Kg Carcasse/UMO	2600 kg	4540 kg	9035 kg

Le type Cévennes, avec un volume d'aides et un Revenu par UMO comparables aux autres, s'appuie sur seulement 17 ha de SAU, alors que le type Causses nécessite 60 ha de SAU par UMO.

2.3 Les quatre territoires : des enjeux « élevage » communs et des spécificités qui se retrouvent dans les axes de scénarisation

En matière d'élevage, les quatre territoires retenus ont une présence significative d'exploitations ovines viande (et lait pour les Causses), avec du caprin pour les Cévennes, et du bovin viande pour les Causses, lait et viande (en régression forte) pour le Queyras.

A partir des enquêtes réalisées, une grille AFOM a permis, dans les limites de la méthode, de préciser les points sur lesquels il y avait consensus et une relative proximité entre territoires, et ceux pour lesquels des divergences existaient.

2.3.1 Les atouts

On notera pour la plupart des territoires la grande panoplie de rapports à l'espace, du quasi « 100% distribué » avec forte valeur ajoutée du produit (certains systèmes caprins fromagers hors AOP), au quasi « pâturage intégral » (herbassiers ovins « extensifs » du Verdon), qui illustre la technicité et les savoir-faire présents dans la combinaison et la mise en cohérence entre "ressources disponibles" et "systèmes techniques", assurant une relative autonomie/économie des élevages (cf. les trois types

ovins ci-dessus), systèmes laitiers exceptés. Autre atout, leur positionnement généralement positif par rapport à l'agroenvironnement et, pour certains, au thème de l'agroécologie.

2.3.2 Les faiblesses

Sans être exhaustifs, on retiendra entre autres les dimensions et structures d'exploitation réduites (hors parcours), avec des surfaces pour la fauche ou les céréales limitées (Queyras et Cévennes) induisant un objectif de productivité zootechnique et du travail modeste (Causses exceptées), avec le poids du gardiennage (notamment en Cévennes). Ceci induit la difficulté pour certains élevages de répondre aux dynamiques collectives et à la demande des OP (Aubron et al. , 2014), quand il y a inadéquation entre cette dernière et la nature des ressources mobilisables. Le poids élevé des aides dans le résultat final est aussi souvent vu comme une faiblesse alors qu'il peut aussi illustrer un équilibre entre des fonctions de production et des fonctions territoriales (Cf. infra). Est également présent le défaut de gestion de certains espaces pastoraux (surtout s'ils sont difficiles ou éloignés), en particulier en ovins lait (Causses) ou caprins (Cévennes), ou pour les zones « intermédiaires » (Queyras)... et surtout s'ils sont soumis aux risques de prédation.

2.3.3 Les opportunités

Parmi les opportunités, sont à relever l'accès à une gamme relativement étendue de milieux et de ressources (type, qualité, saisons, plasticité...). Les marges d'optimisation technico-économique des systèmes en place, et l'adoption de « techniques » plus ou moins nouvelles (regroupements de troupeaux avec partage du gardiennage, RFID,...) sont prometteuses. La poursuite d'une demande régionale forte sur les produits de ces élevages⁵ est probable, en particulier ceux porteurs de label ou en circuits courts ou sur le créneau du Bio, et le développement des circuits courts « à plusieurs » (voire adossés à une l'OP) est souvent évoqué. Seront aussi des opportunités favorisant les attentes de certains acteurs (de l'environnement, des collectivités territoriales (Unesco, 2011)) en direction des services rendus par les élevages pastoraux (de l'entretien des espaces à la participation à la vie locale), et la fréquente reconnaissance de ces apports, sous forme entre autres de soutiens ou de facilitation à l'accès au foncier. La présence d'une gamme d'outils pour ce dernier⁶ (Associations foncières pastorales, Groupements pastoraux...) et de compétences techniques pour accompagner le développement pastoral, continueront à être des opportunités. A noter encore les perspectives évoquées du côté de nouvelles organisations collectives ou de complémentarités territoriales : ateliers d'engraissement collectifs, approvisionnés avec des élevages pastoraux produisant du léger, pâturage hivernal en plaine (sur friches, dans les vignes, etc.) et la poursuite espérée du « verdissement » de la PAC et du soutien aux zones à handicap naturel.

2.3.4 Les menaces

On citera notamment l'augmentation du coût des intrants et son impact sur les coûts de production. Au risque d'abandon (par les OP ou les laiteries) de la collecte pour des « hors zone » ou pour les isolés à faible volume s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir de produits « particuliers » : agneaux « tardons » pour l'Aïd avec l'avancée du calendrier lunaire, marché des agnelles de reproduction (Verdon et Queyras), créneau des agneaux légers pour les engraisseurs du rayon de Roquefort avec l'allongement des périodes de livraison laitière (Cévennes et Causses). Sont présentes aussi les menaces liées à la précarité de certains statuts fonciers et la concurrence, avec souvent des prix non agricoles, pour des réserves de chasse, le tourisme, l'urbanisation (Causses), ou encore... les équins, ou à la diminution du soutien financier des territoires (avec d'autres priorités budgétaires en période de restriction). Les menaces sont également liées au développement des attentes de « naturalité », le « wilderness » anglo-saxon, avec le souhait d'un retour à une nature « sauvage », où bien sûr les prédateurs naturels

⁵ En PACA, la production de viande d'agneau régionale couvre moins de 20% de la consommation (Petit T. 2012).

⁶ Cf. l'AFP d'Abriès et Arvieux (Queyras), du Pays A3V (Verdon), les OCAGER du Pays Viganais (Cévennes) et du Lodévois-Larzac (Causses)

auraient toute leur place... et le pastoralisme moins. La menace de la prédation peut entraîner un repli sur les îlots de surfaces les plus « proches » et les plus « faciles à surveiller », voire l'abandon d'un certain type d'élevage. Enfin, les menaces peuvent être liées aussi à l'évolution des réglementations, notamment pour la mise en œuvre de la nouvelle PAC⁷.

A partir de ces éléments et des systèmes retenus comme bases de scénarisation, ont été travaillés comme axes généraux de scénarisation (pas forcément exclusifs et parfois « en cohérence ») :

- la mobilisation des marges de manœuvre techniques (Cf. productivité des troupeaux et du travail) et des mises en cohérence accentuées entre ressources et système technique, avec une optimisation « pas à pas » (sur une composante par prototype) ou de façon simultanée sur plusieurs composantes (pour un même prototype);
- en matière de débouchés, les opportunités liées à l'éventail possible des produits et des filières, en passant par la diversification : circuits longs sous label ou Bio, circuits courts avec ou sans redimensionnement des structures, diversification, avec intégration d'un second atelier ou avec de la transformation (ovin lait), extensification avec passage à des agneaux légers;
- sur le plan des ressources, des scénarios dits « territoire » fondés sur le redéploiement pastoral, avec utilisation de nouvelles surfaces de parcours, individuelles ou collectives (transhumance inverse), ou des stratégies plus pastorales, à structure constante, et avec une conduite zootechnique adaptée ou l'intégration d'une troupe pâturante sur parcours.

2.4 Les résultats des scénarios

Nous avons illustré ici ces résultats via les scénarios ovin viande, d'une part avec le descriptif d'un cas avec deux prototypes (circuit court et extensification), puis par les principaux acquis des axes de prototypage « marges de manœuvre techniques » et « territoire ».

2.4.1 Le cas ovin viande caussenard

Le système initial retenu s'appuie sur un cas-type bâti par les réseaux d'élevage ovin viande (Bataille, 2013). Il est représentatif d'une catégorie d'élevages spécialisés situés dans les régions de la bordure sud du Massif central. Tous les agneaux sont vendus finis et lourds, dont une partie est valorisée sous SIQO⁸. Les parcours sont plutôt bien gérés, avec cependant une tendance à la sous-exploitation des espaces les plus boisés ou éloignés, notamment en période hivernale. Parmi les opportunités de débouchés, une voie de circulation à grande vitesse élargit le périmètre des marchés possibles pour la vente directe. La situation en zone de « bordure de collecte » pour les principales organisations économiques intervenant sur le secteur entraîne le risque de leur désengagement auprès d'éleveurs aux livraisons erratiques ou trop marginales. Par conséquent, le test d'une combinaison équilibrée « circuits courts »/« circuits longs » a semblé intéressante. Par ailleurs, des ateliers d'engraissement du Rayon de Roquefort recherchent des agneaux légers dans les semaines qui précèdent l'arrivée des agneaux laitiers. La réponse à cette demande d'agneaux légers est une autre possibilité d'évolution du mode de mise en marché.

Les objectifs du 1^{er} scénario s'appuient sur l'opportunité de vente directe pour une partie des agneaux, combinée à une légère réduction de la taille du troupeau (d'où un peu de sécurité par rapport aux stocks) et à une augmentation de la main-d'œuvre, nécessaire pour assurer les tâches relatives à la commercialisation. Ceux du 2nd scénario s'appuient sur une forme d'extensification, avec la vente exclusive d'agneaux légers durant une période de creux de l'offre sur ce type de produit. L'augmentation de la part donnée au pâturage (notamment sur parcours) permet une augmentation de la taille du cheptel. La conduite simplifiée du troupeau autorise une légère réduction de la main-d'œuvre, ce qui suppose de ne pas avoir de contraintes liées à la prédation : soit un peu plus d'un

⁷ Voir la question des modalités de prise en compte de certains espaces pastoraux boisés notamment

⁸ Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine

permanent, excepté au moment des agnelages groupés (Tableau 5). A ces choix structurels et de mise en marché correspondent des performances zootechniques très différentes (Bataille et al. , 2014).

Tableau 5 Structures du cas initial et des scénarios

	Initial	Circuits courts	« Extensif »
UMO (n)	1,8	2	1,5
SAU (ha)	50	50	50
SFP (ha)	45	45	45
Parcours (ha)	550	550	550
Brebis (n)	550	480	700

UMO : Unité de Main d'œuvre / **SAU** : Surface Agricole Utile / **SFP** : Surface Fourragère Principale

Le scénario 1 comprend un rééquilibrage du calendrier des mises bas (initialement très centré sur le printemps), avec deux périodes bien différenciées sur printemps et automne. La combinaison circuits longs/ circuits courts (quasiment 50/50) permet de réserver au circuit long, et pour un nombre significatif, les agneaux les mieux conformés et les plus lourds (16,5 kg de carcasse en moyenne), dont une grande partie est « labellisable ». Sont vendus en direct (à 15,5 kg de carcasse) les agneaux à plus faible vitesse de croissance, qui coûteraient cher à finir en « label ». Dans le scénario 2, en lien avec un changement du type d'agneau produit, l'hypothèse porte sur une désintensification, en termes de taux de productivité numérique (passage de 130% à 100%) et de poids moyen des agneaux. Ceci permet un sevrage précoce des agneaux et une alimentation sur parcours de l'ensemble du troupeau durant une bonne partie de l'année. La productivité pondérale des brebis s'en trouve très fortement réduite, de même que le prix de vente des agneaux (Tableau 6).

L'évolution des indicateurs dans le scénario « circuits courts », avec une légère augmentation de l'autonomie en concentrés et un peu plus de marges de manœuvre sur les stocks fourragers, est principalement due à la réduction de la troupe. En revanche, la pression pastorale (niveau moyen d'utilisation des surfaces pastorales, estimé en journées « brebis » de pâturage/ ha de parcours) diminue de 10%.

Pour le scénario « extensification / agneaux légers », malgré un cheptel plus important, la forte réduction de la distribution de fourrages grossiers par brebis et donc l'augmentation de l'indice de pâturage créent une certaine marge de sécurité en matière de stocks fourragers : 25-30 tonnes de surplus en année moyenne. La diminution des concentrés distribués améliore fortement l'autonomie du système. Quant à la pression pastorale, elle est sensiblement augmentée (+25%), ce qui ne pose guère problème dans la mesure où le système initial n'exploitait pas toutes ses surfaces en parcours à 100% de leur offre.

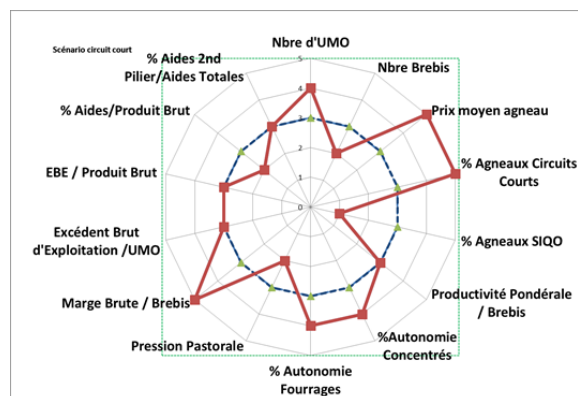
Sur le plan économique, avec la PAC 2013, le scénario « circuits courts » est en tête pour l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) avec +15% par rapport à l'initial, mais cet avantage disparaît pour l'EBE / Unité de Main d'œuvre (UMO), au profit du scénario « extensif » avec nos hypothèses de besoins en UMO (tableau 5). Ce dernier semble également mieux positionné sur l'indicateur que l'on a coutume d'utiliser pour mesurer l'efficacité économique d'un système : l'EBE/Produit Brut, en raison en partie de son économie d'intrants et du poids des aides, présentes à la fois en numérateur et dénominateur de ce ratio. Au final, les profils des deux scénarios sont très dissemblables (Cf. Figure 1).

Le scénario « circuits courts » améliore nombre d'indicateurs, dont la marge brute / brebis. La légère réduction de la pression pastorale peut induire des interventions mécaniques complémentaires d'entretien plus fréquentes (dont le coût n'a pas été pris en compte) ou la libération de surfaces pour d'autres cheptels. Avec nos hypothèses, le poids des aides diminue (moindre dépendance à la PAC) et l'activité sur le territoire (nombre d'UMO) est avantagée.

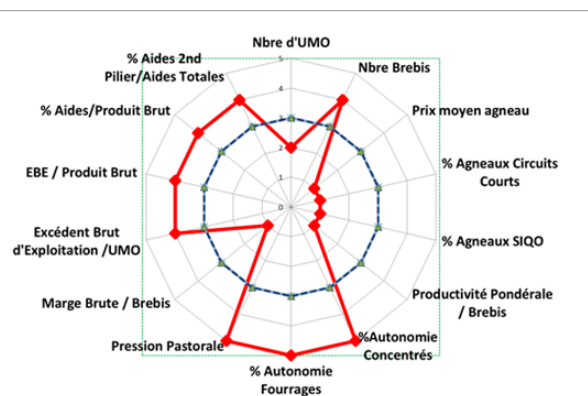
Tableau 6. Performances du système initial et des scénarios ovin viande « Causes »

	Initial	Circuits courts	« Extensif »
Taux Productivité Numérique (%)	130	130	100
Productivité Pondérale (kg carcasse agneau) / brebis	18,6	17,7	8
Agneaux finis (%)	100	100	0
Agneaux SIQO (%)	75	35	0
Prix moyen agneau (€)	95	135	60
Fourrages distribués / brebis (kg MS)	205	205	120
Concentrés / brebis (kg)	115	110	45
Autonomie en concentré (% produit / consommé)	32	38	60
Indice de pâturage (base 100 pour cas initial)	100	100	125
Indice de pression pastorale (base 100 pour cas initial)	100	90	125
EBE (indice)	100	115	95
EBE/ UMO (indice)	100	103	115
EBE/Produit Brut (%)	52	55	58
Aides / Produit Brut (%)	52	47	61

SIQO : Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine. EBE : Excédent Brut d'Exploitation

Figure 1. Scénario 1 : circuits courts

Scénario 2 : « Extensif/agneaux légers »



Le scénario extensif entraîne une marge brute ovine en retrait, avec une meilleure utilisation de l'espace et une plus grande autonomie alimentaire. Il dégage un peu de main-d'œuvre, ce qui permet d'envisager une forme de diversification en complément. La plus grande pression pastorale induit soit un moindre besoin d'entretien mécanique de certains parcours, soit la possibilité de contractualiser en MAE territorialisée plus de surfaces si les plafonds administratifs ne sont pas atteints. Ces deux hypothèses n'ont pas été financièrement introduites mais peuvent potentiellement apporter un plus. La prise en compte de contraintes liées à l'éventuelle augmentation du risque de la prédation n'a pas été intégrée.

2.4.2 Les scénarios « évolution du système technique » pour les ovins viande

Nous avons regroupé les scénarios fondés sur les évolutions des systèmes techniques en fonction de thèmes généraux tels que l'intensification ou l'extensification de la conduite animale, l'optimisation technico-économique de la conduite de l'élevage ou la reconversion à l'agriculture biologique. Ces scénarios portent sur six systèmes initiaux, présents dans les quatre territoires (Tableau 7).

L'impact des scénarios d'intensification, est logiquement une augmentation forte de la productivité numérique et pondérale (jusqu'à 1,4 agneau par brebis et jusqu'à 23 kg de carcasse d'agneau par brebis), et une distribution d'aliments concentrés importante (jusqu'à 164 kg par brebis), avec en

contrepartie une perte d'autonomie sur cette composante. L'augmentation de la finition et de la valeur des agneaux à la vente contribue logiquement à une forte hausse des marges brutes mais l'impact sur l'EBE, toujours positif, est parfois limité.

Tableau 7 Les thèmes pour les neuf scénarios étudiés

	Queyras	Verdon	Causses	Cévennes
Intensifier la conduite de la reproduction				
Miser sur l'augmentation de la prolificité, à troupeau réduit	X			
Miser sur l'augmentation de la prolificité, à troupeau constant	X	X		
Extensifier la conduite				
Augmenter le troupeau en baissant la productivité, en étant plus économe et plus pâturant.			X	
Optimiser la conduite de l'élevage				
Optimisation technico économique générale	X	X		
Economiser du foin avec la pratique de la transhumance hivernale		X		X
Se convertir au bio				
Quel prix de vente pour compenser la hausse du coût de production	X			

Les scénarios qui traitent d'une optimisation technico-économique touchent à tous les domaines de l'atelier en synergie et entraînent une augmentation de toutes les composantes de la productivité, mais avec une maîtrise des charges d'alimentation : d'où une forte hausse des marges brutes hors aides et un fort impact positif sur l'EBE par UMO (qui se situe entre 36 000 et 39 000 €).

L'ensemble de ces scénarios montre que les marges de manœuvre sont bien réelles, mais les hausses de la marge brute « hors aides » sont « tamponnées » par le poids des aides et les variations de l'EBE sont moins amples. Cela peut expliquer en partie que ces marges de manœuvre ne soient pas systématiquement mobilisées aujourd'hui, surtout si elles impliquent des suppléments en travail par exemple, facteur pour lequel la qualité de la structure d'exploitation (parcellaire notamment) et l'organisation de la main-d'œuvre restent déterminantes

2.4.3. Scénarios « territoire »

Ces scénarios ont été construits à partir des attentes identifiées auprès des acteurs enquêtés, notamment les acteurs de l'environnement des zones concernées. Nous pouvons résumer l'ensemble de ces attentes par le souhait d'améliorer « l'empreinte territoriale » des élevages (« pâturer plus de surfaces et mieux »). Vu la progression de la fermeture de certains milieux ou l'extension de l'espace boisé, l'une des attentes exprimée est de limiter la déprise sur les surfaces pastorales, en favorisant l'adéquation entre gestion agricole et enjeux sociétaux : problématiques de DFCI⁹ ou encore de préservation de la biodiversité, tout en confortant les systèmes d'exploitation en place.

La création, l'installation de nouvelles exploitations permet aussi d'augmenter la pression pastorale. Cette voie prospective, évidemment bénéfique au niveau de « l'empreinte territoriale », n'a pas été étudiée.

⁹ Défense de la Forêt Contre les Incendies.

Les systèmes initiaux : trois systèmes ovins viande du Verdon, un cévenol ovin viande, un ovin viande des Causses méridionaux.

Les évolutions proposées dans la plupart des cas n'induisent pas de modifications importantes du système technique de production. Les scénarios ont conduit dans la majorité des cas à :

- une augmentation des surfaces pastorales pâturées individuelles et/ou collectives : + 30 à + 400 ha de parcours individuels et parfois recours à l'utilisation de surfaces collectives supplémentaires (transhumance inverse en hiver),
- une amélioration de l'utilisation des surfaces pastorales grâce, par exemple, à la reconquête des zones intermédiaires (avant la montée en estive), à l'entretien de zones de DFCI, ou encore à une augmentation de la ressource suite à des éclaircies sylvopastorales (gain estimé de + 50 à 150 jours « brebis »/ha),
- une croissance du cheptel : de + 135 à + 400 brebis, système cévenol excepté dont le scénario est uniquement fondé sur l'intégration d'une transhumance inverse pour profiter des évolutions actuelles en zone de plaine (arrachage des vignes, friches) en visant une économie des stocks fourragers,
- une diminution des fourrages distribués ; de -25 à -110 kg de MS/brebis, avec une plus grande place donnée au pâturage),
- une croissance plus ou moins marquées de l'EBE par exploitant : de + 2700 à +7500 euros.

A noter que la question de l'autonomie alimentaire est centrale pour les systèmes étudiés, limités par leur SAU de base (hors parcours), avec souvent une marge de sécurité en stocks fourragers très faible. Mais certains scénarios montrent que l'autonomie n'est pas systématiquement synonyme d'économie pour ces élevages pastoraux et ne doit pas forcément être un objectif « en soi ».

Pour conclure, les trajectoires décrites dans nos scénarios font appel à différentes marges de manœuvre spécifiques que sont l'optimisation des ressources pastorales locales, le sylvopastoralisme, la mobilité et la complémentarité territoriale, le regroupement collectif, ou encore l'évolution vers une production d'agneaux légers qui permet une certaine « extensification zootechnique » (cas du système caussenard). Certains freins peuvent cependant remettre en cause l'intérêt de telles évolutions :

- les réglementations en lien avec la PAC (« règles » de l'ICHN¹⁰) ou le régime fiscal des exploitations,
- les contraintes liées à la protection des troupeaux contre la prédation, qui pèsent plus fortement sur les systèmes très déployés sur le territoire,
- l'accès au foncier avec un possible éloignement et morcellement des surfaces, y compris pastorales.

Si des solutions sont envisageables pour lever certains blocages : entre autres le regroupement du parcellaire et l'équipement des surfaces grâce aux différentes formes possibles d'association et de gestion (association foncière pastorale, association syndicale libre, association foncière forestière, ...), les collectifs de travail (groupements pastoraux, achat groupé, et à l'avance, de fourrages), ou encore les soutiens politiques pour la mise en place de complémentarités territoriales. D'autres sont plus hypothétiques, dont celles qui concernent la mise en œuvre de systèmes de protection des troupeaux contre la prédation (Garde L. coord. 2012).

¹⁰ Nécessaire limitation du nombre de jours de présence du troupeau hors des zones à handicap naturel.

3. Principaux enseignements des scénarios... et questions posées

3.1 Espace ou filière

Pour un même système initial, certaines options entre scénarios s'appuient :

- d'une part sur une extensification zootechnique (moindre productivité par tête, agneaux ou jeunes bovins plus légers, ...) avec un calage plus net de la conduite du troupeau sur le calendrier des ressources et un retour au saisonnement « naturel », couplée à une augmentation de la taille du troupeau : stratégie plus pastorale et recherche d'économie avant tout. Cela peut induire de moindres besoins en main-d'œuvre (sauf si risque de prédation accru);
- d'autre part sur la recherche d'une meilleure valorisation des produits, soit par le type de produits (signe de qualité dont Bio, transformation), soit par le type de circuits. Cela peut être accompagné dans certains scénarios à main-d'œuvre constante par une réduction de cheptel, d'où l'amélioration induite de l'autonomie et de la résistance aux aléas climatiques du système sur le plan des stocks fourragers et des concentrés (mais une moindre pression pastorale). Et dans d'autres, par une augmentation de la main-d'œuvre à cheptel constant.

On aboutit ainsi d'un côté à une amélioration des rapports à l'espace mais avec des « moins » en matière d'emploi et de valeur ajoutée (les animaux sont finis ailleurs) à l'échelle du territoire. La rationalité pastorale de ce mode d'extensification (« ici, l'extensif est obligatoire ») est un argument souvent avancé. De l'autre, à un risque de repli sur le meilleur, avec une réduction du troupeau d'autant plus forte que la valeur des produits est importante ou qu'il y a une main-d'œuvre limitée ou encore que l'éleveur est proche de la retraite. Certains des prototypes travaillés essaient de résoudre cette apparente dualité entre productivité « agricole » et rapports au territoire : c'est un axe d'investigation à poursuivre, notamment pour accentuer le caractère agro-écologique des élevages pastoraux.

Autre facteur important à ne pas négliger : dans les territoires où la menace des grands prédateurs prend de l'ampleur, certains scénarios de « repli vers la bergerie » (sinon d'abandon de la production ovine) risquent de prendre le pas sur ceux qui s'appuient sur un (re)déploiement pastoral.

Au-delà des évaluations à l'échelle des exploitations agricoles elles-mêmes, ces scénarios posent ainsi des questions de développement territorial, filières comprises. Pour les OP (et les démarches Label qu'elles portent) il y a un risque d'affaiblissement suite à une baisse de volume traité ou la menace de leur désengagement local à cause d'une trop faible densité/qualité de ramassage. Et la question de la reproductibilité de certains modèles (taille des marchés, pérennité de certains outils -abattoirs de proximité, salles de découpe- ou des niveaux actuels des prix) reste entière.

Avec des conséquences sur la présence d'actifs, ces scénarios ont également un impact sur le relationnel et l'image du métier. Les liens avec l'image du pays, en relation avec le concept de « panier de biens » (Mollard et Pecqueur, 2007) s'en trouvent aussi modifiés : sur le plan des produits vendus, ils « s'affaiblissent » avec les agneaux légers ou les broutards qui « sortent du territoire » (mais en contrepartie on peut se revendiquer au sens large « acteur du territoire »), et peuvent au contraire être confortés avec les signes de qualité « qui parlent du produit, de son élaboration et de son terroir » et (différemment) avec les circuits courts, qui « parlent du producteur et de son exploitation ».

Les rapports à la PAC sont également différents: positionnement tourné vers plus d'aides du 2nd pilier pour les scénarios « extensifs », globalement aussi plus dépendants des aides (troupeau plus important, produit « élevage » réduit, adhésion à des MAE territorialisées facilitées...), et, à l'inverse, une part du produit plus significative dans le cas des scénarios « circuits courts ».

L'ensemble de ces constats renvoie à l'intérêt de combiner ces approches « exploitation » avec des approches territoriales (Lasseur *et al.* 2010), en associant des types d'exploitations et de scénarios qui seraient concurrents ou complémentaires, tant en termes de filières, de rapports à l'espace, d'accès au foncier, etc.

A noter que cette complémentarité peut aussi s'envisager à l'échelle même de l'exploitation. C'est ce que nous avons simulé dans un scénario pour le cas ovin lait caussenard, avec l'association de deux troupeaux : le premier, ovin laitier, plus nettement « concentré » sur la SFP « de base », avec un cheptel légèrement réduit permettant l'intégration d'un troupeau bovin viande, plus pastoral (utilisateur notamment des parcs les plus éloignés), et nécessitant moins de besoin en main-d'œuvre.

3.2 Le poids de la prédation

Le risque de la prédation (en forte progression) constitue pour nombre de territoires une menace certaine pour les systèmes pastoraux et non une faiblesse de leur part. Cette menace pèse sur l'avenir des élevages, notamment les plus pastoraux et pâturants en ovin viande, où la part de périodes de plein air intégral (jour et nuit) ou de pâturage d'espaces éloignés, embroussaillés ou boisés, est importante.

Certaines des solutions proposées qui vont

- du « simplifiez l'allotement ! » : avoir moins de lots à surveiller, au détriment d'une conduite zootechnique et alimentaire pointue
- ... au « faites du bovin ! » ou « repliez-vous et rentrez en bergerie ! »

posent question, entre autres parce que les surfaces de qualité proches des bâtiments sont limitées, qu'elles sont relativement difficiles à intensifier, que le pastoralisme et l'impact territorial des élevages s'en trouveront diminués... et que les deux évolutions extrêmes qui sont citées, l'une avec un troupeau très réduit, alliant transformation et circuit court et l'autre très « ranching » extensif avec bovin viande, sont loin de pouvoir répondre à tous les enjeux territoriaux et de pouvoir être dupliqués à grande échelle.

Des scénarios « loup » extrêmes, non traités ici, seraient probablement à mettre au point.

3.3 Technique, économie, aides

Cela a déjà été évoqué précédemment, l'accompagnement et les conséquences des choix stratégiques, qui s'appuient le plus souvent sur un objectif principal, dépassent le cadre du seul domaine initialement travaillé.

Ainsi l'alternative testée entre une intensification zootechnique ou un choix d'utilisation plus significative des surfaces pastorales s'appuie aussi sur des rapports aux filières différents. De façon encore plus évidente lorsqu'il y a passage à la vente directe avec réduction de la troupe ou introduction d'une nouvelle production avec un nouveau troupeau. En ce sens la plupart des scénarios testés entraînent des évolutions systémiques.

Le poids de la pression foncière sur les surfaces « de qualité », mécanisables notamment, a conduit à limiter tout scénario fondé sur leur agrandissement. Et à considérer que le (re)déploiement concernait essentiellement les terres de parcours.

Dans la majorité des situations travaillées, le choix du Bio, en dehors des aspects environnementaux, renvoie :

- soit à la recherche d'autres types de circuits, en fromage de chèvre par exemple, avec la possibilité d'accès à des marchés plus lointains, ce qui peut assurer plus de souplesse à la production,
- soit, comme en ovin ou bovin viande, et compte tenu de la fréquente timidité des politiques des opérateurs sur ce label, à un créneau « vente directe en Bio ».

Compte tenu du prix d'achat des aliments sous cette appellation (foins, céréales, concentrés...), il y a nécessité dans un mode de production Bio d'assurer le maximum d'autonomie. Ce qui est plus difficile avec des exploitations à SAU limitée et qui doivent plutôt miser sur les parcours. D'où le choix pour certaines de coupler « Bio et stratégies plus pâturantes et extensives » (Cas du scénario Caprin laitier cévenol). Enfin l'appellation Bio pour certains territoires très positivement identifiés n'apporte pas

toujours de plus-value de valorisation des produits « en local »: exemples de fromages caprins fermiers du périmètre des Cévennes ou des produits laitiers portant la marque Queyras.

Enfin, le poids des aides dans les systèmes pastoraux a déjà été évoqué (Cf. les performances technico-économiques des systèmes ovins viande), avec un niveau élevé mais différent suivant les situations. On retrouve ces niveaux et ces différences dans les scénarios travaillés.

Les aides de la PAC, si elles sont une contribution indispensable aux équilibres économiques compte tenu du prix de vente des produits concernés, ont une fonction «d'amortisseur» par rapport à des gains ou des pertes d'efficacité économique en lien avec les aléas climatiques, les variations de conjonctures, favorables ou défavorables, et les gains ou reculs sur les performances techniques. Mais elles peuvent aussi tempérer la motivation des éleveurs (et de ceux qui les conseillent) pour mettre en œuvre certaines marges de progrès technico-économiques (en matière de productivité zootechnique ou d'adhésion au cahier des charges d'une démarche commerciale collective par exemple), surtout si cela nécessite un peu plus d'heures de travail ou des conditions de travail plus complexes.

Il n'en demeure pas moins que certaines de ces marges de progrès, au-delà de leur effet sur la performance de l'exploitation, ont aussi des impacts sur la valeur ajoutée produite à l'échelle du territoire, l'emploi, la poursuite de la collecte des opérateurs économiques sur la zone, etc.

Se pose aussi la question du regard porté sur ces aides, souvent abordées globalement, alors qu'elles sont plus ou moins clairement destinées à des objectifs explicites. Qu'elles soient directement liées à l'activité de production, de façon couplée ou pas, supposées favoriser le maintien d'exploitations, notamment en zones difficiles, destinées à compenser un surcoût pour une gestion des surfaces à enjeux, jugée «coûteuse» en travail, intrants, équipements..., contributives au rééquilibrage d'un manque à gagner (par rapport aux pratiques initiales ou habituelles) induit par des pratiques plus «vertueuses» et économiquement moins profitables, ou encore vues comme une rémunération de services rendus, avec notamment le concept de paiement pour services environnementaux voire écosystémiques ... et avec les débats qui s'en déduisent.

Les conceptions du métier qui en découlent, de la part des éleveurs eux-mêmes s'en trouvent également très diversifiées.

Reste que globalement, et quels que soient le mode et le niveau de rémunération qui seront maintenus ou pas pour certaines surfaces pastorales dans le cadre de la PAC, il y a et il y aura nécessité de renouveler le regard (et les outils d'analyse) sur l'économie des systèmes pastoraux, dans la mesure où il s'agit plus souvent dans ces systèmes d'accentuer leurs rapports positifs à l'environnement que de réduire leurs effets négatifs. Ne considérer que la fonction de production « classique » et rapporter l'ensemble des coûts engagés (dont ceux du travail et en particulier du gardiennage) à cette production pose problème. Notamment pour le cévenol : seulement 17 ha de SAU permettent la présence de 1 UMO et l'exploitation et l'entretien de 260 ha de parcours, sans compter l'entretien de l'estive¹¹. Et sans évoquer les aspects sociaux économiques locaux.

Débat qui ne date pas d'aujourd'hui mais qui mérite d'être poursuivi.

3.4. Discussion sur les méthodes

3.4.1 Les hypothèses des scénarios

Si pour les systèmes types initiaux, les référentiels (cas types, exploitations en suivi, bases de données issues de l'appui technique...) sont disponibles, ce n'est pas toujours le cas, et pour cause, pour certaines composantes des scénarios les plus originaux. Sur l'adaptation des systèmes zootechniques

¹¹ A noter d'ailleurs que, rapportés à la main-d'œuvre, le niveau des aides du caussenard et du cévenol sont très proches. Mais dans un équilibre très différent entre 1^{er} et 2nd pilier.

et d'alimentation, nous disposons de références analytiques « atelier » que nous avons parfois « maximisées ». En revanche pour ce qui a trait aux besoins en travail, qui se traduisent dans nos scénarios en nombre d'Unités de Main-d'œuvre nécessaires sous telle évolution, les références précises n'étant pas toujours disponibles, une certaine approximation peut exister et la prudence est d'autant plus de mise que ce nombre est le dénominateur de notre principal indicateur économique (EBE/UMO) ; seuls des écarts importants informent d'une probable évolution de cette performance.

Pour ce qui concerne les prix des intrants ou des ventes, les hypothèses pèsent là aussi très fortement, d'autant qu'entre exploitations d'une même région l'éventail de prix peut être très étendu : Cf. par exemple les prix de vente en circuits courts des fromages fermiers, la variabilité des coûts d'abattage et de découpe, et des frais d'approche de la clientèle. Nous avons retenu des chiffres qui nous semblaient réalistes mais qui demeurent discutables et, de toutes façons, évolutifs suivant les situations.

Quant aux aides PAC, lors de la finalisation du projet, celles relatives aux surfaces pastorales (dont les boisées) étaient encore en discussion, et les modalités de mise en œuvre de l'ICHN pas tout à fait officielles : les niveaux d'aide qui seront retenus à partir de 2015 seront là aussi déterminants.

3.4.2 L'instabilité des grilles AFOM

Les grilles AFOM, réalisées via des enquêtes individuelles, ont souvent évolué dans le temps, en fonction logiquement des nouvelles personnes enquêtées, en fonction aussi des discussions qui ont eu lieu lors des groupes de travail ou des restitutions partielles. Il convient de considérer ces grilles plus comme un outil d'animation et une base de réflexion que comme un véritable état des lieux « objectif » que le projet n'ambitionnait d'ailleurs pas de réaliser. Une méthode fondée sur des réunions collectives, avec des participants d'origines diverses, est une autre solution envisageable, à la fois plus rapide et plus directement apte à aboutir à des compromis ou à mettre en évidence de véritables oppositions de points de vue.

3.4.3 La construction des scénarios

Le projet n'envisageait pas d'élaborer un outil de simulation commun et s'est donc appuyé sur des outils différents, ceux qu'avaient coutume d'utiliser les techniciens dans leurs organismes respectifs. Cela a entraîné une certaine difficulté d'homogénéisation méthodologique, entre des scénarios construits avec des variables « synthétiques » et de bilan (on cale par exemple la taille du troupeau- les surfaces fourragères et pastorales- les besoins en stocks annuels) au moyen de références globales (chargement, stocks par tête, ...), et des scénarios construits pas à pas, à partir d'un calendrier des événements zootechniques, des allotements... puis d'un calendrier « système d'alimentation » (avec les besoins en pâture et stocks par période et catégories/lots d'animaux...). Cette difficulté a été en partie surmontée au prix d'échanges entre équipes, la cohérence globale du nouveau système étant ensuite vérifiée, selon les démarches utilisées pour la création d'un cas-type (Delaveau A. et al. 1999).

La plupart des scénarios s'appuient sur des éléments de contexte « prospectif » qui n'ont pas forcément été explicités. Pour un travail de prospective à terme plus lointain, il sera indispensable de préciser sur quels scénarios de contexte on travaille : « les circuits courts avant tout », « priorité à l'agri-environnement », « la compétitivité et le marché global d'abord », ...

Dans la plupart des cas, les systèmes initiaux sont issus de cas-types ou de cas concrets lissés, « cohérents ». Les scénarios d'équilibration du système n'ont donc guère été mis à contribution, contrairement à ce qui aurait pu être fait avec des systèmes initiaux en déséquilibre ou aux performances très moyennes.

Les scénarios des prototypes ont été définis en fonction des grilles AFOM mais aussi des dires d'experts présents dans les groupes de travail, probablement avec une certaine « retenue » (rester dans le réaliste actuel). Des scénarios tels que ceux proposés par des éleveurs, des acteurs du territoire ou des filières, avec une articulation entre compétences élevage, forêt, environnement..., et

dans le prolongement d'une construction collective des grilles AFOM par exemple, auraient probablement élargi la palette mais auraient aussi posé la question des disponibilités en référentiels pour certains d'entre eux : là aussi, des compromis sont à gérer.

Même si l'isolement de certains élevages dans les régions concernées conduit à plutôt tabler sur de l'individuel, les propositions de scénarios qui font appel à du collectif ou à de la complémentarité entre exploitations ont été peu nombreuses et devraient être testées de façon plus significative: création de groupements d'employeurs pour un berger ou garde à tour de rôle d'un troupeau collectif, point de vente collectif, ...

L'intérêt d'intégrer dans ces réflexions les collectivités territoriales n'est plus à démontrer, les exemples d'installations « aidées » par ces dernières n'étant pas rares dans les régions pastorales.

La panoplie des indicateurs, la construction des radars et la notation des indicateurs sur les axes sont également à stabiliser.

Enfin, et en lien avec les points précédents, des réflexions sont à conduire à l'échelle des territoires eux-mêmes, en s'appuyant sur une typologie quantifiée et localisée des systèmes actuels et avec le test de scénarios concurrents ou complémentaires et l'évaluation de leurs conséquences.

3.4.4 La prospective comme méthode d'animation

Les groupes de travail élargis et les restitutions locales ont été l'occasion de débats souvent riches, entre autres sur les hypothèses utilisées et les conséquences de tel ou tel prototype ou sur sa reproductibilité. Les souhaits de systèmes initiaux complémentaires à ceux choisis, ou la multiplication de demandes de nouveaux prototypes sont des signes positifs pour l'utilisation de cette approche « scénarios » dans le cadre de formations-actions par exemple, avec des groupes d'éleveurs d'un secteur donné. Parmi les freins à l'adoption de cette méthode, on citera l'absence de référentiels nécessaires pour certains systèmes initiaux ou pour construire des scénarios, et le temps de préparation et de scénarisation. De plus, la question de la plus ou moins grande résistance des scénarios aux aléas (climatiques, de conjoncture économique, réglementaires...), qui a parfois été abordée (Launay, 2013), mériterait une prise en compte plus « frontale ».

Références bibliographiques

Agreste. OTEX. <http://agreste.agriculture.gouv.fr/definitions-et-methodes/otex-pbs/>

Agreste. Recensements Agricoles <http://agreste.agriculture.gouv.fr/page-d-accueil/article/donnees-en-ligne>

Aubron C., Peglion M., Nozières M-O., Boutonnet J.-P., 2014. Démarches qualité et pastoralisme en France. Synergies et paradoxes. Revue de géographie alpine.

Bataille J-F (Coord.) 2013. Dossiers cas-types

<http://idele.fr/filieres/publication/idelesolr/recommends/dossier-de-10-cas-types-ovins-viande-du-sud-est-conjoncture-20112012.html>

<http://idele.fr/filieres/publication/idelesolr/recommends/panorama-des-systemes-delevages-ovins-viande-du-languedoc-roussillon-dossier-de-3-cas-types.html>

Bataille J-F., Launay F., Aussibal G., Moulin C-H., Nozières M-O., Lasseur J., Tchakérian E., 2014. Des scénarios pour envisager des futurs possibles des systèmes d'élevage pastoraux. Journées 3R Décembre 2014. Inra Institut de l'Elevage. Pp 347-350.

Delaveau A., Chapelle P., Perrot C., Tchakérian, E., Véron J., 1999. La cohérence des techniques fait le résultat économique. Les enseignements de l'approche globale appliquée aux exploitations d'élevage. Journées 3R Décembre 1999. pp. 3-10

FranceAgriMer, 2012. La consommation de viande ovine : une baisse difficile à enrayer. Les synthèses de FAM N°14. Juin 2012. 12p

Garde L. (Coord.), 2012. Protection des troupeaux contre la prédation. Collection Techniques pastorales. Coédition Cerpam / Cardère

Huyghe C. (coord.), 2006. Prairies et cultures fourragères en France. Inra Editions. 228p. Collection « Le point sur »

Lasseur J., Bataille J-F., Beylier B., Etienne M., Legeard J-P., Luccioni J. 2010. Modélisation des relations entre dynamiques des territoires et des systèmes d'élevage dans le massif du Lubéron. Cahiers Agricultures, 19(2), 90-96

Launay F., 2013. Scenarios d'évolution des exploitations agricoles ovines et pastorales sur le territoire du Verdon. SupAgro Montpellier, IDELE, Septembre 2013. 80 p + Annexes

Mollard A., Pecqueur B., 2007. De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de service : histoire succincte d'une recherche. Économie rurale, 300, 110-114

Petit T., 2012. Le marché de la viande ovine en Provence-Alpes-Côte d'Azur. État des lieux et perspectives d'évolution. Mémoire de fin d'études. Ecole supérieure d'Agriculture d'Angers. 194 p.

Tchakérian E., Bataille J.-F., 2014. Conditions et stratégies de production, performances technico-économiques : diversité des systèmes pastoraux ovins viande méditerranéens. p 75-80. In Pastum « Espaces pastoraux, espaces de productions agricoles ». Juillet 2014.

Unesco 2011. <http://whc.unesco.org/fr/list/1153>

Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0)



<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

Pour la citation et la reproduction de cet article, mentionner obligatoirement le titre de l'article, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue « Innovations Agronomiques », la date de sa publication, et son URL)